



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1987/21
2 février 1987

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-troisième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Rapport définitif sur la situation des droits de l'homme en El Salvador,
présenté par M. José Antonio Pastor Ridruejo, en exécution
du mandat à lui confié par la résolution 1986/39
de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 2	3
I. SITUATION POLITIQUE GENERALE	3 - 7	3
II. DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS	8 - 25	4
III. DROITS CIVILS ET POLITIQUES	26 - 75	8
IV. LA SITUATION DES REFUGIES ET DES PERSONNES DEPLACEES	76 - 82	19
V. LES DROITS DE L'HOMME DANS LES CONFLITS ARMES.....	83 - 108	21
VI. PREOCCUPATION DU GOUVERNEMENT SALVADORIEN POUR LES DROITS DE L'HOMME	109 - 121	26
VII. CONCLUSIONS	122 - 129	29
VIII. RECOMMANDATIONS	130 - 134	30

INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été rédigé en application de la résolution 1986/39 de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies.

2. Dans une lettre du 17 octobre 1986 adressée au Représentant spécial par le Directeur du Centre pour les droits de l'homme, il était indiqué qu'aucun rapport ne devait dépasser 24 pages imprimées. Afin de respecter cette indication, le Représentant spécial va omettre une bonne partie de ce qu'il avait écrit dans le rapport qu'il avait soumis l'automne passé à l'Assemblée générale, et qui a été publié en deux parties distinctes : le rapport proprement dit et les "matériaux supplémentaires". En tout état de cause, le présent rapport à la Commission des droits de l'homme doit être lu en tenant compte de ces documents, et en particulier des "matériaux supplémentaires".

I. SITUATION POLITIQUE GENERALE

3. Le représentant spécial signale d'abord que l'état de siège a été maintenu en El Salvador et est prorogé chaque mois par l'Assemblée législative conformément à la Constitution. Les libertés et garanties constitutionnelles suspendues sont les suivantes : liberté de circulation, liberté d'expression et liberté de correspondance.

4. Pour ce qui est du dialogue entre le Gouvernement constitutionnel salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional-Frente Democrático Revolucionario (FMLN-FDR), le Président Duarte aurait adressé au début du mois de mars 1986, d'après des informations parues dans la presse 1/, une lettre au Président Ortega (Nicaragua) lui proposant d'entamer simultanément des négociations avec les mouvements de guérilla de leur pays respectif. Selon la même source, M. Ungo, Président du FDR, a accepté le 11 mars de reprendre le dialogue national pour la paix, sans souhaiter cependant faire dépendre ce dialogue de l'ouverture simultanée d'un dialogue entre le Gouvernement nicaraguayen sandiniste et l'opposition contra.

5. Selon des informations parues ultérieurement 2/, le Président Duarte a invité au début de juin 1986, lors d'une allocution télévisée, les chefs de guérilla du FMLN à participer à une série de pourparlers pour mettre fin à la guerre, lesquels se dérouleraient "sans armes, sur le territoire national, à la fin de juillet ou au début d'août". Le 4 juin, la guérilla a accepté la proposition. Des informations publiées ensuite 3/ ont confirmé l'intention du Président Duarte de négocier, malgré les durs combats qui ont opposé l'armée et la guérilla du FMLN dans la ville de San Miguel dans l'est du pays au milieu du mois de juin et qui ont coûté la vie à de nombreuses personnes dans les deux camps.

6. En fait, le 20 août, à Mexico, dans un emplacement gardé secret, les représentants du gouvernement et du FMLN-FDR ont tenu des entretiens préparatoires confidentiels en présence de Mgr Rivera y Damas, archevêque de San Salvador, afin de fixer la date, le lieu et l'ordre du jour des pourparlers de paix 4/. Lors de ces entretiens, il a été décidé de tenir la troisième série de pourparlers le 19 septembre suivant à Sesori, localité située à 150 km à l'est de San Salvador.

7. Le représentant spécial a appris par la presse internationale 5/ que le Président Duarte s'est rendu le 19 septembre à Sese, tout en sachant pertinemment que les représentants des groupes armés ne seraient pas au rendez-vous, la zone n'ayant pas été démilitarisée, comme ils l'avaient demandé. Le Président Duarte aurait déclaré à cette occasion qu'il n'acceptait pas une troisième réunion préparatoire avec les guérilleros, mais qu'il était disposé à entamer sur-le-champ la troisième série de pourparlers avec la guérilla. De la même source, on apprend que le FMLN avait attaqué ce jour même, à l'aube, des positions de l'armée à Ciudad Barrios, à quelques kilomètres de Sese, peu avant l'arrivée du Président Duarte et de sa suite.

II. DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

8. D'après la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) 6/, l'économie d'El Salvador a connu une légère croissance (1,4 %) en 1985 comme l'année précédente et est donc sortie de la période de récession dans laquelle elle se trouvait depuis 1979. Cependant, la Commission constate dans son rapport que, pour la sixième année consécutive, la guerre a perturbé la production en alourdissant les coûts sociaux et en aggravant les tensions sociales et politiques. En 1985, l'inflation a doublé et le déficit du compte des opérations courantes a augmenté; par contre, la part du secteur public dans le déficit budgétaire a sensiblement diminué.

9. Selon un rapport remis personnellement au représentant spécial par le Président José Napoléon Duarte le 26 septembre 1986 7/, le gouvernement a mis à exécution un plan de stabilisation et de relance économique ("Programa de estabilización y reactivación económica"), qui associe des mesures fiscales et monétaires à d'autres concernant le change. Le représentant spécial a écrit qu'à la fin de 1986 on avait adopté en El Salvador une série de mesures fiscales qui supposent, entre autres choses, l'établissement d'un impôt dit de défense de la souveraineté nationale.

10. Dans ses rapports précédents, le représentant spécial a donné des renseignements détaillés sur la réforme agraire entreprise par la Junte révolutionnaire de gouvernement en 1980. Il convient de retenir qu'au titre de l'article 105 de la Constitution, adoptée le 15 décembre 1983 et en vigueur depuis le 20 décembre suivant, toute personne physique ou morale peut, en El Salvador, être propriétaire d'une exploitation ne dépassant pas 245 hectares, ce qui signifie que le premier volet de la réforme agraire ne prévoit pas d'exploitations dépassant cette superficie.

11. Selon les renseignements communiqués au représentant spécial, les trois volets de la réforme agraire "... touchent actuellement 26 % des paysans pauvres et 22 % des terres agricoles. Pour l'instant, au titre du premier volet de la réforme agraire, 469 exploitations de grande taille ont été transformées en 517 coopératives, qui comptent plus de 31 000 membres. Au titre du troisième volet, plus de 86 000 hectares ont été distribués à 65 782 personnes, qui étaient fermiers ou métayers. En vertu des dispositions relatives au deuxième volet de la réforme, les propriétaires peuvent vendre la partie de leur exploitation qui dépasse la limite de 245 hectares fixée par la législation jusqu'en décembre 1986; après cette date, ils pourront être expropriés sans indemnisation" 8/. La viabilité financière des coopératives créées au titre du premier volet est compromise

par leur endettement. En effet, 95 % de ces coopératives ne peuvent s'acquitter du service de leur dette qui s'élève, estime-t-on, à 800 millions de dollars (paiement des terrains, remboursement des crédits d'urgence et des prêts pour l'achat de biens d'équipement et d'intrants agricoles).

12. Selon le rapport communiqué au représentant spécial par le Président de la République 9/, l'Institut salvadorien de la réforme agraire (ISTA) a pris, entre juin 1985 et juillet 1986, des mesures pour accélérer le paiement des terres visées par la réforme et les remettre aux bénéficiaires. Le Président Duarte aurait donné pour instruction à l'ISTA de régler les problèmes de transfert de remise de titres de propriété et d'indemnisations avant la fin de 1986. "Selon le rapport du Gouvernement salvadorien, ce dernier, grâce à la coordination entre l'ISTA et d'autres organismes publics, a encouragé et orienté l'application des mesures visant à attribuer les crédits nécessaires aux coopératives, à commercialiser les produits et les facteurs de production agricole, à accorder l'assistance technique nécessaire, à octroyer des conditions favorables de remboursement des dettes agricoles (6 % d'intérêt, échéances de 50 ans, cinq années de franchise et/ou versement d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation). Le Gouvernement salvadorien a en particulier lancé des programmes sociaux en vue d'améliorer la qualité de la vie des familles bénéficiaires de la réforme dans le domaine du logement, de la santé, etc. 10/.

13. En ce qui concerne le deuxième volet, relatif aux propriétés de 245 à 500 hectares, il a été indiqué au représentant spécial que les propriétaires ont jusqu'à décembre 1986 pour vendre la partie de leur exploitation qui dépasse 245 hectares; après cette date, ces parcelles pourront faire l'objet d'expropriations, sans indemnisation préalable. On estime que les ventes de terres conclues par les particuliers au titre du deuxième volet permettront de libérer 16 400 hectares. En ce qui concerne le troisième volet, connu sous le nom de "la terre aux paysans" (maximum 4,8 hectares) "les modifications de la loi cadastrale d'El Salvador récemment adoptées devraient accélérer le processus d'attribution de titres de propriété par la Financiera Nacional de Tierras Agrícolas (FINATA). On estime qu'en février 1986, 63 669 personnes ont bénéficié directement du troisième volet, soit 382 008 personnes si l'on inclut les familles. Il a été distribué 86 022 hectares et accordé 65 900 titres provisoires de propriété et des titres définitifs à 17,56 % des bénéficiaires et 1 622 propriétaires ont été indemnisés" 11/.

14. La presse internationale 12/ a rendu compte de l'instabilité sociale qui règne dans le pays. Ainsi, un large éventail de syndicats, tous opposés aux mesures d'austérité imposées par le gouvernement, a fondé le 8 février 1986 la Unión Nacional de Trabajadores Salvadoreños (Syndicat d'unité nationale des travailleurs salvadoriens); pour la première fois, des syndicats centristes se sont alliés avec des syndicats de gauche et même des anciens partisans du Président Duarte se sont joints à la coalition; le 21 février, le nouveau syndicat a effectué la plus grande manifestation de ces six dernières années. Le 1er mai 1986 13/, de 15 000 à 20 000 travailleurs, membres de coopératives agricoles, ouvriers du bâtiment, enseignants, fonctionnaires et étudiants ont manifesté pour protester contre les mesures d'austérité décrétées par le gouvernement.

15. Le Ministre salvadorien du travail et de la protection sociale a indiqué au représentant spécial que 54 grèves avaient éclaté dans le secteur privé de juin 1985 à septembre 1986. Une de ces grèves a été déclenchée le 26 mai 1986, de manière violente dans l'entreprise "Industrias Unidas S.A."; cette grève ayant été déclarée illégale par les autorités judiciaires, quelques travailleurs se sont emparés des bâtiments et en ont interdit l'accès à leurs collègues, contrevenant ainsi à l'article 13 du Code du travail; la garde nationale intervenue à la demande de l'entreprise a délogé les grévistes de manière pacifique.

16. Le Ministre du travail a également indiqué au représentant spécial que pendant cette même période, des grèves s'étaient également produites dans le secteur public, en violation de l'article 221 de la Constitution. Les administrations touchées par les grèves ont été les suivantes : l'Institut salvadorien de sécurité sociale; l'Administration nationale des télécommunications; le Ministère des finances; la Direction générale des postes; l'Institut salvadorien du tourisme; le Ministère des travaux publics; le Ministère de l'agriculture et de l'élevage; et le Service des eaux et des égouts.

17. Des syndicalistes ont été arrêtés en raison de l'agitation sociale. Certains d'entre eux, remis en liberté, ont déclaré au représentant spécial, lors d'un entretien, qu'ils avaient fait l'objet de graves pressions psychologiques lors de l'interrogatoire extrajudiciaire (se reporter au chapitre pertinent pour plus de détails). Le représentant spécial a pu lire dans la presse salvadorienne de nombreuses communications de syndicats et associations diverses dénonçant la violation des droits des travailleurs par les autorités, outre les assassinats et les arrestations injustifiées de travailleurs et de dirigeants syndicaux.

18. Le représentant spécial se propose de reproduire dans le présent chapitre des extraits de quelques-uns des rapports concernant le sabotage systématique de l'infrastructure économique du pays auquel se livre le FMLN. Les autorités salvadoriennes ont à nouveau communiqué au représentant spécial des renseignements détaillés sur ces actes. Le Ministère de la défense et de la sécurité publique a notamment remis au représentant spécial cinq documents faisant environ 1 200 pages au total. Cette documentation, trop abondante et détaillée pour être reproduite intégralement, sera résumée et complétée par des informations émanant de la presse internationale et d'autres sources.

19. Dans les documents présentés au représentant spécial par la Commission des droits de l'homme d'El Salvador 14/, il est signalé que les dommages causés de septembre 1985 à juillet 1986 par les organisations du FMLN-FDR peuvent être récapitulés ainsi : 50 actes de sabotage concernant les transports publics et privés : dans le secteur privé 8 visaient des automobiles, 20 des autobus et 2 des poids lourds; 16 ont été perpétrés à la mitrailleuse, 2 par embuscades, 7 par incendie, et 6 à la dynamite; dans le secteur public : 2 des actes de sabotage visaient des automobiles, 16 des trains et 2 des poids lourds; 17 ont été perpétrés par incendie et 3 à la dynamite. On signale également 5 barrages routiers. En ce qui concerne la propriété privée : 33 atteintes à la propriété privée visant notamment des coopératives agricoles, des fermes, des exploitations agricoles et un avion-arroseur, de même que des destructions de cultures et de céréales de

base; 21 actes de sabotage dans le secteur économique ou commercial concernant notamment 3 magasins, 9 résidences particulières (4 par assauts, 3 attaques à la mitraillette et 2 sabotages à la dynamite), 3 actes de sabotage contre des établissements bancaires, 3 contre des entrepôts, 15 attaques de village dont 4 ont été pris et 7 mis à sac. On peut citer également des actes de sabotage contre des organismes ou des services gouvernementaux; une attaque menée contre une caserne de pompiers, 5 autres contre des bureaux de l'ANTEL, 2 incendies de tribunaux, 4 attaques de mairie, l'incendie du bâtiment de l'Office de la statistique et du recensement et 3 attaques contre des écoles.

20. Suivant les informations communiquées au représentant spécial par les autorités lors de sa visite 15/, la compagnie nationale d'électricité CEL a subi entre le 1er septembre 1985 et le 31 juillet 1986, 1 035 attaques des guérilleros et 2 attaques armées qui ont détruit 66 pylônes métalliques (dans la majorité des cas, le poteau ou l'installation provisoire a été dynamité plus de 10 fois), 541 poteaux, 45 transformateurs de distribution et les transformateurs des stations secondaires de La Herradura (département de La Paz) et d'Ateos (département de la Libertad).

21. Le 2 février 1986, deux ouvriers de San Rafael Cedros en Sensuntepeque ont été gravement blessés par l'explosion d'une mine placée par le FMLN, près d'un pylône que le FMLN avait fait sauter durant la nuit et qu'ils allaient réparer. Les dommages causés à la CEL (destruction de pylônes, de poteaux, de transformateurs, d'équipement et de l'infrastructure des stations secondaires) s'élèvent à 96 105 856,79 colones, soit 19 221 171,36 dollars. Selon la même source, les pertes totales occasionnées à la CEL, du 19 août 1980 au 31 juillet 1986, s'élèvent à 227 919 834,24 colones, soit 45 583 966,85 dollars. Au cours de la même période, les attaques de la guérilla contre les biens de l'Administration nationale des télécommunications (ANTEL) y compris les dommages causés aux lignes téléphoniques, aux centraux, aux câbles, aux véhicules et aux téléphones publics, etc., et les dépenses de personnel supplémentaire de sécurité ont causé, directement ou indirectement, pour 52 352 042 colones (environ 10 460 408 dollars) de dommages.

22. Selon les renseignements fournis par le Ministère de la défense et de la sécurité publique 16/, les membres du FMLN-FDR ont commis 1 793 délits répartis comme suit entre le 1er septembre 1985 et le 31 août 1986 : 158 homicides par balles, 28 homicides par pièges explosifs, 54 blessures par balles, 173 blessures par explosifs, 251 enlèvements; on compte également 12 cas de coups et blessures, 6 viols, 98 attaques armées de véhicules, 240 menaces, 343 actes de propagande illicite, 421 vols et 9 cas de chantage. De même, on indique que 4 écoles ont été détruites entre le 18 janvier 1986 et le 8 juin 1986, que la mairie de San Carlos (Morazán) et le tribunal de Nueva Granada ont également été détruits le 8 février et le 1er février 1986 respectivement et que 20 propriétés, plantations de café ou maisons ont été incendiées entre le 1er janvier et le 31 août 1986. On signale en outre la destruction de centres de travail 17/. Le représentant spécial a pu aussi apprendre par la presse locale que quatre personnes avaient été blessées par l'explosion d'une bombe près des entrepôts de la banque hypothécaire à San Salvador 18/ et que la partie est du pays avait été privée d'électricité à cause des attentats terroristes qui avaient fait sauter quatre pylônes porteurs de câbles à haute tension 19/. Il a également appris le 16 février 1986 que 6 plantations de café de l'est du pays avaient été incendiées par des membres de la guérilla 20/.

23. A San Salvador les forces armées ont présenté au représentant spécial un dossier comprenant environ 300 articles de la presse locale sur les violations des droits de l'homme survenues en El Salvador de septembre 1985 au 4 août 1986. Etant donné le volume de cette documentation, le représentant spécial ne peut en rendre compte plus en détail.

24. D'autres renseignements sur la destruction de l'infrastructure économique du pays par le FMLN indiquent que le 26 février 1986 dans l'est du pays, les guérilleros ont détruit l'une des plus grandes coopératives de coton du pays "... tuant cinq soldats et ...en blessant trois..." 21/.

25. Selon d'autres sources, en 1985 le réseau d'alimentation en énergie électrique a subi des dommages importants et les transports publics ont souffert davantage qu'en 1984 "... bien que les dommages aient été de loin inférieurs à ceux enregistrés entre 1979 et 1983"; quant aux dommages causés aux principales cultures d'exportation au cours de cette période, ils ont été semble-t-il moindres que pendant les années précédentes. Toutefois, selon la même source, "depuis 1979, les dommages causés à l'économie par les rebelles sont de l'ordre de 1,5 milliard de dollars" 22/.

III. DROITS CIVILS ET POLITIQUES

A. Les assassinats

26. Le représentant spécial a continué de recevoir des renseignements sur des assassinats ou des exécutions sommaires dont des civils étrangers aux combats sont victimes pour des motifs politiques. Comme les années précédentes, le représentant spécial prend acte de la difficulté de déterminer exactement le nombre des crimes de ce genre.

27. D'après des données communiquées par Tutela Legal 23/ et dont le représentant spécial a soustrait les victimes d'attaques lancées sans discrimination par l'armée contre la population civile, ces dernières étant classées dans une catégorie distincte dont il sera fait mention ailleurs, les chiffres, en ce qui concerne les civils assassinés en dehors des combats en 1986, seraient les suivants :

	<u>Escadrons de la mort</u>	<u>Armée</u>	<u>Services de sécurité</u>	<u>Défense civile</u>
Janvier	4	2	-	5
Février	5	4	-	-
Mars	1	3	-	-
Avril	9	6	2	-
Mai	4	3	2	-
Juin	3	6	2	1
Août	3	6	-	1
Septembre	1	1	-	-
Octobre	-	6	1	-
Novembre	1	2	-	3

28. D'après Socorro Jurídico 24/, entre le 1er janvier et le 15 avril 1986, 49 exécutions arbitraires auraient été commises par les escadrons de la mort, les groupes paramilitaires et des membres des forces armées. Ces données ne contiennent aucune indication concrète quant aux auteurs des exécutions, dont le nombre est d'ailleurs notablement plus élevé que celui communiqué par Tutela Legal pour la même période.

29. Les chiffres fournis par la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador concernant cette même catégorie (civils assassinés en dehors de combats) pour la période janvier-juillet 1986 25/ sont inférieurs :

	<u>Civils dont la mort est attribuée à des membres des forces armées</u>	<u>Civils dont la mort est attribuée à des personnes non identifiées</u>
Janvier	3	6
Février	1	6
Mars	1	7
Avril	3	9
Mai	1	20
Juin	6	9
Juillet	0	9

30. Quant à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à San Salvador 26/, les chiffres qu'elle donne, en se fondant sur des informations parues dans la presse, concernant les civils dont la mort est attribuée à la violence politique, sont encore plus bas :

	<u>Janvier</u>	<u>Février</u>	<u>Mars</u>	<u>Avril</u>	<u>Mai</u>
Assassinats commis par l'extrême droite	0	0	0	0	0
Assassinats peut-être commis par l'extrême droite	0	0	0	2	3
Assassinats commis par des assaillants inconnus	7	4	2	9	2

31. Le représentant spécial constate que les listes citées incluent des assassinats qui sont attribués soit à des "escadrons de la mort", soit à "des personnes non identifiées", soit à "des assaillants inconnus". De toute évidence, la responsabilité de ces assassinats n'incombe pas directement au Gouvernement salvadorien, mais seulement de manière indirecte dans la mesure où leurs auteurs ont des liens avec des agents gouvernementaux, sont protégés ou sont tolérés par eux, comme c'était manifestement le cas les années antérieures à 1985. Pour ce qui est de 1986, le représentant spécial n'a pu parvenir à des conclusions fermes et définitives quant à la mesure dans laquelle les escadrons de la mort ont

été appuyés ou tolérés par des agents gouvernementaux. Quoi qu'il en soit, le représentant spécial croit qu'actuellement ce ne sont pas des chefs ni des officiers de haut rang qui appuient ou protègent les organisations mentionnées.

32. Telles sont donc les listes qui ont été communiquées au représentant spécial et que celui-ci met à la disposition de l'Assemblée générale en signalant que, malgré les écarts qui existent entre les chiffres provenant des différentes sources, ceux-ci font néanmoins apparaître un élément commun : le nombre des assassinats politiques commis par les agents de l'Etat, voire par des groupes militaires d'extrême droite, en 1986 est manifestement inférieur à celui enregistré en 1985, ce qui confirme la courbe descendante qui s'est amorcée de manière particulièrement significative en juin 1984 lorsque M. Duarte a accédé au poste de président constitutionnel de la République. Le représentant spécial souligne que cette diminution se confirme, tout en exprimant le voeu et l'espoir qu'il sera mis fin totalement et le plus rapidement possible aux exécutions sommaires en El Salvador.

B. Enlèvements et disparitions

33. Le représentant spécial a continué de recevoir des renseignements au sujet de personnes enlevées pour des motifs politiques, dont certaines sont portées disparues et, comme dans son rapport antérieur, il tient à signaler qu'il faut, là aussi, considérer les chiffres avec une grande prudence.

34. Les chiffres indiqués ci-après concernant les enlèvements imputés à des agents gouvernementaux en 1986 ont été fournis par Tutela Legal 27/. Le représentant spécial communique ces chiffres en précisant toutefois qu'il en a soustrait les enlèvements imputés à des personnes inconnues.

	<u>Janvier</u>	<u>Février</u>	<u>Mars</u>	<u>Avril</u>	<u>Mai</u>	<u>Juin</u>
Enlèvements	12	15	3	18	45	10
Personnes retrouvées dans des centres de détention officiels	11	15	3	15	32	12
Personnes enlevées qui n'ont pas été retrouvées au moment de l'établissement du présent rapport	1	-	-	3	13	4
	<u>Août</u>	<u>Septembre</u>	<u>Octobre</u>	<u>Novembre</u>		
Enlèvements	23	17	14	12		
Personnes retrouvées dans des centres de détention officiels	24	20	10	8		
Personnes enlevées qui n'ont pas été retrouvées au moment de l'établissement du présent rapport	2	6	5	8		

35. D'après des informations fournies au représentant spécial par les autorités compétentes, il y avait, au 23 septembre 1986, 76 prisonnières politiques au pénitencier des femmes d'Ylopango (il y en avait 44 le 1er septembre 1985) et 972 prisonniers politiques au pénitencier des hommes de Mariona (il y en avait 462 le 1er septembre 1985). Le représentant spécial rappelle (voir E/CN.4/1986/22, par. 85) qu'en 1985, le nombre des prisonniers politiques avait augmenté par rapport à 1984.

36. Le représentant spécial complète les données contenues dans le paragraphe qui précède en fournissant d'autres informations émanant du Gouvernement salvadorien 28/. D'après ces informations, entre le 1er septembre 1985 et le 31 mai 1986, 1 165 personnes soupçonnées de terrorisme auraient été arrêtées (contre 743 entre le 1er septembre 1984 et le 31 août 1985). Sur ce nombre, 512 ont été relâchées, alors que le chiffre correspondant pour la période allant du 1er septembre 1984 au 31 août 1985 était de 309.

37. Il ressort des informations contenues dans les paragraphes qui précèdent que le nombre de personnes arrêtées pour des motifs politiques en 1986 a augmenté par rapport à celui enregistré lors des années antérieures. Le représentant spécial ne nie pas, bien entendu, le droit des autorités salvadoriennes d'engager des procédures légales contre ceux qui attentent par la force des armes à l'ordre constitutionnel. Sa préoccupation vient de ce que ces personnes se voient appliquer une procédure légale aussi critiquée que celle énoncée dans le décret 50, lequel prévoit de longs délais qui ne sont même pas toujours respectés. Le représentant spécial ajoute néanmoins qu'au nombre des réformes juridiques prévues dans un proche avenir, figure la révision du décret mentionné, comme lui-même l'expliquera plus en détail lorsqu'il se référera aux projets de la Commission de révision de la législation salvadorienne.

C. Traitement des prisonniers politiques

38. D'après Socorro Jurídico 29/, du mois de janvier au mois d'avril 1986, 22 personnes ont été internées au pénitencier des femmes d'Ylopango en tant que prisonnières politiques. Après enquête, ladite organisation cite des cas de tortures suivies d'effets psychologiques, de pressions psychologiques et de tortures suivies de graves effets physiques, notamment 5 viols, 29 cas de personnes ayant reçu des coups et deux cas où des femmes auraient été obligées par la force de se devêtir. D'après la même source 30/, 117 prisonniers politiques ont été internés au pénitencier La Esperanza de Mariona entre le mois de janvier et le mois d'avril 1986. Ces derniers auraient été soumis, à différentes occasions, à des tortures suivies d'effets psychologiques et à des tortures suivies de graves effets physiques. Depuis qu'il a achevé la rédaction de son rapport à l'Assemblée générale, le représentant spécial a continué de recevoir des informations de cette même source sur de nombreux cas de torture de prisonniers politiques (listes communiquées au représentant spécial les 21 novembre et 2 décembre 1986). Le représentant spécial a également reçu à ce sujet des informations provenant de la Commission (non gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador. D'après ces informations, la torture de prisonniers politiques serait pratiquée couramment et de façon persistante dans les interrogatoires extrajudiciaires 31/.

39. Lors de ses visites dans les pénitenciers de Mariona et d'Ylopango et de l'enquête à laquelle il a procédé auprès des témoins, le représentant spécial a accordé une attention particulière à la question des pressions psychologiques et aux autres types de mauvais traitements infligés lors des interrogatoires extrajudiciaires.

40. Mme Tula de Canales, dont le pseudonyme est Laura Pinto, membre du Comité de Madres, a été arrêtée à deux reprises par les forces de sécurité. A Ylopango, celle-ci a déclaré au représentant spécial qu'elle avait été arrêtée pour la première fois, le 6 mai 1986, et qu'à cette occasion elle était restée près de trois jours avec les menottes et les yeux bandés, tandis qu'on l'interrogeait. Pendant cette même période, elle a été violée à trois reprises, bien qu'elle fût enceinte de six mois et blessée à l'abdomen avec un instrument coupant. Le représentant spécial tient à consigner que le témoin a fait la même déclaration en d'autres occasions. D'après sa déclaration faite en présence du représentant spécial, Mme de Canales aurait été arrêtée une deuxième fois, le 26 mai suivant, et emmenée alors à la police du fisc. Là, elle aurait subi des coups et serait restée 24 heures sans nourriture, avec les menottes et un bandeau sur les yeux. Le témoin a déclaré au représentant spécial qu'elle avait signé librement la déclaration parce que c'étaient ses propres paroles qui y étaient consignées.

41. Un autre témoignage entendu au pénitencier d'Ylopango venait d'une femme arrêtée le 26 mai 1986. Celle-ci a déclaré de même au représentant spécial que, lors de son arrestation, on lui avait bandé les yeux et mis les menottes, après quoi elle avait été emmenée dans les locaux de la police du fisc. Ses interrogateurs l'ont menacée de faire venir sa fille âgée d'un an et demi et de la torturer. Le témoin a déclaré que la déclaration extrajudiciaire contenait des choses qui étaient vraies et d'autres non, mais qu'elle l'avait néanmoins signée. Le représentant spécial doit dire qu'il a vu à l'état-major une bande vidéo qui montre le témoin en train de signer le document sans y être contrainte de quelque manière que ce soit.

42. Une autre prisonnière politique interrogée à Ylopango, qui avait été arrêtée le 25 août 1986, a montré au représentant spécial une blessure au poignet de son bras droit causée, d'après ses déclarations, par les menottes qu'elle avait portées pendant les 13 jours qu'avait duré sa détention à la police du fisc. Le même témoin a déclaré qu'elle avait été traitée "assez mal" parce qu'elle n'acceptait pas les accusations portées contre elle, qu'on l'empêchait de respirer, qu'elle avait reçu des coups de poing sur la tête et sur le visage, qu'elle était restée six jours les yeux bandés et qu'en une occasion, elle avait été interrogée pendant toute une nuit.

43. Le représentant spécial a entendu également des témoins au Pénitencier des hommes de Mariona. Deux témoins ont déclaré avoir été l'objet de pressions psychologiques intenses lors d'interrogatoires qui avaient eu lieu pendant l'une des dernières semaines de 1985. Un autre témoin a déclaré avoir été l'objet de ce même type de pressions en juin 1986 lorsqu'il avait été arrêté par les forces de la deuxième brigade. Ces pressions avaient pour objet d'obliger le prisonnier à signer la déclaration extrajudiciaire. Le témoin aurait reçu des coups violents sur la plante des pieds; des menaces auraient été proférées contre sa famille, on l'aurait empêché de dormir pendant cinq jours en laissant un appareil de radio ouvert à plein volume; on

l'aurait obligé à passer une nuit entière sans vêtements alors qu'il faisait froid et on l'aurait alimenté de force. Le témoin a déclaré enfin qu'il avait été transféré dans les locaux de la Garde nationale à San Salvador où il avait été obligé de signer la déclaration extrajudiciaire.

44. Un autre témoin, Rafael Martínez, syndicaliste appartenant au SICAFE, a déclaré au représentant spécial qu'il avait été arrêté le 31 mai 1986 et conduit à la caserne du 6e régiment de Sonsonate où il avait été l'objet, entre autres, de menaces à caractère sexuel et avait signé, sans pouvoir le lire, le document qu'on lui présentait.

45. L'autre témoin, Febe Elisabeth Velásquez, elle aussi syndicaliste, a déclaré avoir été enlevée le 7 juin 1986 et conduite à la police du fisc où elle avait été interrogée debout, avec interdiction de manger et d'aller aux toilettes, cela pendant plus de 24 heures, jusqu'à ce qu'elle finisse par être obligée de signer.

46. Enfin, deux soeurs âgées respectivement de 16 et 18 ans, arrêtées par la Police nationale avec leur père le 14 août 1986, ont déclaré avoir fait l'objet de pressions et avoir fini par signer ce qu'ils avaient déclaré.

47. Les témoignages cités jusqu'à présent par le représentant spécial semblent faire ressortir l'existence de pressions psychologiques dans les interrogatoires extrajudiciaires des prisonniers politiques. D'autres prisonniers, ou anciens prisonniers, appartenant à cette catégorie, qui ont également été interrogés par le représentant spécial, ont déclaré avoir signé leur déclaration sans avoir été victimes ni de mauvais traitements ni de pressions.

48. Le représentant spécial a fait part au colonel López Nuilla, Vice-Ministre de la sûreté publique, ainsi qu'aux directeurs des services de sécurité, de la préoccupation que lui causaient les témoignages qui viennent d'être cités. Il a été répondu au représentant spécial que ces témoignages étaient complètement faux et qu'ils correspondaient à une consigne de désinformation destinée à discréditer les services de sécurité. Afin de sauver la réputation de ces services, il a été procédé, au cours des derniers mois, à l'enregistrement sur bande vidéo du moment où les prisonniers politiques signent leurs déclarations extrajudiciaires. Le représentant spécial a pu effectivement voir quelques bandes vidéo qui montraient des prisonniers politiques, dont certains étaient connus de lui et d'autres non, en train de signer, sans être soumis à aucune pression, un papier dont il ne lui a pas été possible de déterminer le contenu.

49. Ayant examiné attentivement les renseignements contenus dans les paragraphes qui précèdent, le représentant spécial se déclare à nouveau convaincu, comme il l'a dit dans son rapport précédent, qu'il existe des indices tendant à prouver que de fortes pressions psychologiques sont exercées sur certains prisonniers politiques, lors des interrogatoires extrajudiciaires, mais qu'il ne croit pas pour autant qu'il s'agisse de la part des autorités salvadoriennes d'une pratique délibérée et systématique.

50. Le représentant spécial ne saurait guère préciser le pourcentage exact des cas dans lesquels de telles pressions sont exercées. Il signale toutefois que d'après des sources consultées en El Salvador, ce pourcentage se situerait aux alentours de 15 à 20 % de prisonniers politiques. Le journaliste américain James LeMoyne a écrit en août 1986 32/ que, d'après de hauts fonctionnaires du gouvernement et des diplomates tout à fait dignes de foi, 20 % des prisonniers politiques seraient l'objet de mauvais traitements, sous une forme ou sous une autre, après leur arrestation.

D. Situation de la justice pénale salvadorienne

51. En ce qui concerne l'activité judiciaire visant à enquêter sur les violations des droits de l'homme commises récemment et à châtier les coupables, le représentant spécial a reçu un nouveau document du Procureur général de la République 33/ qui traite, notamment, de la tâche accomplie par le ministère public dans certaines affaires (communément désignées sous le nom de "cas d'intérêt international").

52. Ainsi, dans l'affaire portée devant le quatrième tribunal pénal de la circonscription judiciaire de San Salvador, concernant l'assassinat de Mgr Oscar Arnulfo Romero, le Procureur général mentionne une série d'actes de procédure accomplis entre la fin de 1985 et le début de 1986, et indique que ces activités "n'ont pas eu de résultat positif".

53. S'agissant de l'instruction en cours devant le premier tribunal pénal de Sonsonate dans l'affaire "Las Hojas", déjà évoquée par le représentant spécial dans des rapports précédents, le document du Procureur général indique qu'à l'issue d'une enquête approfondie portant sur les faits, il a été décidé que le juge rendrait un arrêt de mise en accusation contre trois personnes, les autres inculpés bénéficiant d'un non-lieu; le ministère public ayant fait appel de ce non-lieu, le tribunal pénal de la circonscription occidentale a conclu à un non-lieu au bénéfice de tous les prévenus; la réouverture du procès et un supplément d'enquête ont été demandés le 11 mai 1986.

54. En ce qui concerne le procès instruit après l'assassinat de M. Viera et de deux conseillers des Etats-Unis, en janvier 1981, à l'hôtel Sheraton, le document du Procureur général indique que les accusés ont finalement été condamnés, cette année, à 30 années d'emprisonnement; ayant fait l'objet d'un pourvoi en cassation, le jugement a été confirmé par la Chambre pénale de la Cour suprême. A propos de cette affaire, le représentant spécial a noté 34/ le mécontentement provoqué par ce jugement dans certains milieux diplomatiques du fait que les instigateurs de l'assassinat - deux officiers de l'armée et un entrepreneur privé affilié à la droite politique - n'avaient pas été condamnés.

55. En ce qui concerne l'affaire d'Armenia, relative à l'enlèvement et à l'exécution sommaire de plusieurs civils dans cette localité, entre 1980 et 1982, le tribunal compétent a conclu, le 18 novembre 1985, à un non-lieu en faveur des inculpés; le ministère public a fait appel de cette décision.

56. Le représentant spécial évoquera ci-après le récent rapport du Lawyers Committee for Human Rights 35/, qui rend compte de 16 procès importants pour violence politique qui ont eu lieu au cours des sept dernières années. La conclusion de ce rapport est un constat d'échec : malgré la promesse d'effectuer des enquêtes officielles et de juger les coupables, justice n'a pas été faite, ni dans ces 16 affaires (y compris les cinq affaires soumises à la Commission spéciale créée par le Président Duarte en août 1984), ni dans des dizaines de milliers d'affaires moins connues.

57. Il ressort des informations obtenues que dans toutes ces affaires dites de portée internationale, une seule condamnation a été prononcée (condamnation qui, d'ailleurs, a été critiquée), ce qui témoigne pour le moins d'une lenteur anormale et d'une inertie très accentuée dans le fonctionnement de la justice pénale salvadorienne. Le représentant spécial fait observer en outre qu'il n'a reçu aucun renseignement sur de nombreux autres cas de violation grave des droits de l'homme dont de simples citoyens salvadoriens ont été victimes ces dernières années; il rappelle qu'en la matière, il ne devrait pas être fait de distinction entre les affaires, quelles que soient les pressions internationales, qui d'ailleurs ne s'exercent que dans certains cas; du point de vue de l'état de droit (rule of law), toutes les affaires doivent bénéficier de la part des instances judiciaires du même intérêt et du même traitement, comme l'exige le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

58. Comme précédemment, le représentant spécial a reçu du Gouvernement salvadorien des renseignements concernant les membres des forces armées traduits devant les tribunaux de droit commun entre le 1er septembre 1985 et le 30 juin 1986, pour des infractions commises à l'encontre de la population 36/.

59. Après avoir examiné avec le plus grand soin les documents détaillés qui lui ont été soumis, le représentant spécial estime que, dans tous les cas ou presque, il s'agit de délits de droit commun, et non pas de violations des droits de l'homme commises à des fins politiques; de plus, ces documents ne donnent aucune indication sur l'état de la procédure; enfin, le représentant spécial n'a pas été informé des condamnations ou acquittements qui ont pu être prononcés dans le cadre de ces affaires ou d'autres affaires dont il a rendu compte dans ses rapports antérieurs.

60. Après avoir examiné attentivement les renseignements dont il est fait état dans les paragraphes précédents, le représentant spécial continue de penser que, d'une manière générale, les activités menées par le système judiciaire salvadorien pour enquêter sur les graves violations des droits de l'homme commises à des fins politiques et châtier les coupables ne sont pas du tout satisfaisantes. Certes, des procédures pénales sont engagées dans tous les cas ou presque, mais on a l'impression qu'elles progressent à un rythme extraordinairement lent et que des obstacles quasi insurmontables empêchent de prononcer des condamnations, ce qui favorise l'existence d'un climat nocif d'impunité.

61. Dans les paragraphes suivants, le représentant spécial se propose de rassembler des informations sur les activités menées par les juridictions pénales salvadoriennes pour enquêter sur les actes de collaboration avec l'opposition armée et en châtier les auteurs. Les procédures judiciaires en question sont régies par le décret No 50, promulgué le 29 février 1984 par l'Assemblée législative, qui contient la "loi relative aux procédures pénales applicables lorsque les garanties constitutionnelles sont suspendues".

62. Dans un rapport antérieur (E/CN.4/1985/18, op. cit., par. 81 à 85), le représentant spécial a présenté un aperçu du contenu du décret et des commentaires négatifs dont il a fait l'objet. Le décret continue à susciter des critiques et le représentant spécial tient à souligner que l'Institut des droits de l'homme de l'Université centraméricaine José Simeón Cañas a estimé que le décret était contraire à la Constitution salvadorienne ainsi qu'aux accords internationaux conclus par la République dans le domaine des droits de l'homme 37/; il tient à mentionner également les critiques formulées dans un document établi par Socorro Jurídico 38/, sur lesquelles cette organisation s'est fondée pour attaquer la constitutionnalité du décret devant la Cour suprême. Il convient au demeurant de signaler que, d'après les précisions fournies au représentant spécial, à San Salvador, par le Président de la Commission chargée de réviser la législation salvadorienne, la modification ou le remplacement du décret No 50 figurent parmi les projets immédiats de la Commission.

63. D'après les informations fournies par le Gouvernement salvadorien 39/, 128 accusés politiques ont bénéficié d'un non-lieu en 1985 et, pendant les huit premiers mois de 1986, c'est-à-dire jusqu'au 31 août, ce nombre s'est élevé à 110. Cela indique que les procédures judiciaires de cette nature se sont accélérées en 1986 par rapport à l'année précédente, bien que d'après les témoignages recueillis par le représentant spécial, les délais fixés par le décret No 50, déjà particulièrement longs, continuent à ne pas être respectés dans de nombreux cas. En fait, lorsque le représentant spécial a visité, en septembre dernier, les établissements pénitenciaires salvadoriens, il a constaté que certains détenus se trouvaient en détention préventive depuis deux ans.

64. Les actions judiciaires évoquées au paragraphe précédent ont été traitées par le juge titulaire du tribunal militaire de première instance No 1, le seul qui existât avant le 1er septembre 1986. Dans son rapport de l'année passée, le représentant spécial avait souligné qu'un seul juge ne pouvait suffire à examiner un nombre aussi élevé de procès politiques et, dans le présent rapport, il est en mesure d'indiquer qu'en vertu du décret No 435 de l'Assemblée législative, en date du 19 août 1986, et sur l'initiative de la Cour suprême, deux autres tribunaux militaires de première instance ont été créés. Les juges de ces nouveaux tribunaux ont pris leurs fonctions le 1er septembre 1986. Le représentant spécial, qui a eu à San Salvador l'occasion de s'entretenir avec eux, espère que les procédures seront désormais plus rapides dans les affaires de cette nature.

65. Comme les années précédentes, les autorités compétentes d'El Salvador ont informé le représentant spécial des obstacles qui s'opposent au fonctionnement normal de la justice pénale. Les causes de ces difficultés seraient les suivantes : a) insuffisance du budget pour rétribuer dignement les juges et les magistrats, surtout aux échelons les plus bas, et pour doter de ressources

adéquates les tribunaux et les services relevant du bureau du Procureur général de la République; b) insuffisance des moyens permettant d'instruire les affaires comme il convient; c) pressions psychologiques exercées sur les juges dont bon nombre font l'objet de menaces (certains ont même été assassinés); d) appréhension des témoins qui hésitent à faire des dépositions lors des procès à incidences politiques; e) craintes des jurés dans le même type de procès; f) inadéquation de la législation et des procédures pénales compte tenu du climat de violence actuel; g) destruction des tribunaux et des archives judiciaires dans les zones de conflit. Les autorités compétentes ont ajouté que ces causes n'étaient ni entièrement nouvelles ni propres à El Salvador, mais qu'elles s'étaient aggravées ces dernières années en raison de la guerre civile et de la crise économique.

E. Les violations des droits civils et politiques
attribuées aux guérilleros

66. Le représentant spécial a continué à recevoir des renseignements sur les assassinats de civils, commis à des fins politiques et en dehors des combats, qui sont attribués aux guérilleros. Bien entendu, la prudence qui s'impose pour évaluer les renseignements concernant les assassinats attribués aux membres des organismes d'Etat et aux organisations paramilitaires d'extrême droite s'impose également en ce qui concerne les assassinats attribués aux guérilleros.

67. Les chiffres avancés par Tutela Legal 40/ sont les suivants :

Janvier	2
Février	1
Mars	2
Avril	-
Mai	2
Juin	2
Août	2
Septembre	-
Octobre	2
Novembre	1

68. Or, la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador 41/ avance des chiffres beaucoup plus élevés:

1985	Septembre	9
	Octobre	26
	Novembre	11
	Décembre	24
1986	Janvier	25
	Février	24
	Mars	20
	Avril	21
	Mai	31
	Juin	22
	Juillet	18
<hr/>		
	Total	231

69. Les chiffres communiqués au représentant spécial par les forces armées salvadoriennes 42/ sont légèrement plus élevés : d'après cette source d'information, le nombre des civils assassinés s'est élevé, entre septembre 1985 et août 1986, à 259.

70. Le représentant spécial constate que, d'après Tutela Legal, le nombre des assassinats imputés à la guérilla pendant les six premiers mois de 1986 (9) est beaucoup plus faible que pendant les six premiers mois de 1985 (31). En revanche, d'après la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador, le nombre d'assassinats imputés aux guérilleros entre septembre 1985 et juillet 1986 (231) est supérieur au nombre enregistré de septembre 1984 à juillet 1985 (172).

71. On attribue en outre aux guérilleros des enlèvements à des fins politiques. Les chiffres indiqués par Tutela Legal 43/ sont les suivants :

Janvier	3
Février	0
Mars	3
Avril	1
Mai	0
Juin	0
Août	1
Septembre	1
Octobre	2
Novembre	2

72. Le nombre des enlèvements de civils attribués par les forces armées au FMLN, entre septembre 1985 et août 1986, est beaucoup plus élevé 44/. D'après cette source d'information, en effet, le FMLN-FDR a enlevé, pendant la période considérée, 357 personnes dont 10 maires; on ignore même où se trouvent certains de ces maires.

73. Le représentant spécial a reçu diverses informations sur les "barrages routiers" imposés par le FMLN, qui consistent à interdire la circulation dans certaines zones déterminées et pendant certaines périodes; ces blocages, qui affectent le trafic des transports publics et des véhicules privés et que le FMLN tente de faire respecter par la force, se soldent par des véhicules mitraillés et incendiés, des blessés, voire des morts, et sont en outre préjudiciables à l'économie.

74. Selon des informations émanant des forces armées salvadoriennes 45/, il y a eu 282 barrages entre septembre 1985 et août 1986. Le représentant spécial a lu de nombreux articles dans la presse locale sur ces barrages et sur les morts, les blessés et les dommages matériels qu'ils ont causés. La Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador a fait état de barrages qui, au mois de décembre, se sont soldés par des autocars publics mitraillés et la mort de trois civils (lettre au représentant spécial de l'ambassadeur d'EL Salvador à Madrid, datée du 12 décembre 1986).

75. L'ambassade des Etats-Unis en El Salvador a communiqué au représentant spécial les informations suivantes, recueillies dans la presse locale, sur les barrages routiers : en 1986, la circulation a été interdite par les guérilleros du 16 au 22 janvier, du 31 janvier au 7 février, du 10 au 16 mars, du 12 au 17 mai, du 20 au 27 juin et du 24 au 31 août; des autocars ont été incendiés (3), mitraillés (5), dynamités (1); 17 autres véhicules automobiles ont été incendiés. Seize personnes au moins ont été blessées lors de ces incidents (un article indique que "plusieurs" personnes, dont le nombre n'est pas précisé, ont été blessées).

IV. LA SITUATION DES REFUGIES ET DES PERSONNES DEPLACEES

76. A San Salvador, le représentant spécial et le Ministre de l'intérieur ont examiné ensemble la situation des Salvadoriens déplacés à l'intérieur du pays, auxquels la Commission nationale d'aide aux personnes déplacées (CONADES) fournit une assistance. Selon des renseignements communiqués oralement et d'après la documentation remise par des fonctionnaires, en août 1986, le nombre des personnes déplacées en El Salvador atteignait au total 420 000 46/. Dans le rapport présenté au représentant spécial par le Président José Napoleón Duarte, il a été souligné qu'on était en train de réorienter les services fournis aux personnes déplacées 47/. On avait, en effet, abandonné le "paternalisme" d'autrefois, en vertu duquel les personnes déplacées recevaient uniquement les rations alimentaires distribuées par le gouvernement au profit d'une politique nouvelle, consistant à fournir "de la nourriture pour du travail", l'objectif de ce programme étant de réinsérer progressivement les personnes déplacées dans la société et dans la vie productive.

77. Cette année encore, le représentant spécial a été informé que, dans certains cas, les Salvadoriens vivant dans les zones de combat ont été évacués par la force par les autorités. A cet égard, le représentant spécial a reçu des informations concernant "l'opération Fénix" lancée par les forces armées, le 9 janvier 1986, dans la région volcanique de Guazapa, à 27 kilomètres environ au nord de San Salvador. D'après The Times 48/, l'armée salvadorienne a rassemblé un millier de personnes de la région, dont des femmes, des enfants et des vieillards, et les a transportées dans un camp de réfugiés dénommé Calle Real, à proximité du village d'Apopa. D'après une autre source 49/, 500 civils seulement auraient été évacués de la zone de combat. Ces personnes ont été "emmenées dans un lieu sûr, situé à plusieurs kilomètres de la zone de combat, où on leur a fourni des vivres, de l'eau, un abri, des vêtements et des médicaments et où elles ont pu bénéficier des services de médecins, de dentistes et d'assistantes sociales ainsi que de la présence des représentants du Comité international de la Croix-Rouge et de la Commission des droits de l'homme. La majorité d'entre elles ont pu s'installer rapidement chez des parents ou des amis ou dans des camps pour personnes déplacées". D'après la même source, des membres de la presse internationale ont pu s'entretenir avec les personnes évacuées au cours de l'opération de Guazapa et "n'ont recueilli aucun témoignage digne de foi indiquant que ces personnes auraient subi des mauvais traitements" 50/.

78. Americas Watch fait également un rapport complet sur cette évacuation, qu'elle critique sévèrement. D'après cette organisation, "lors de l'évacuation de la population civile dans le cadre de l'opération Fénix, les normes du droit international qui veulent que des conditions satisfaisantes soient assurées aux personnes contraintes d'abandonner leurs foyers n'ont pas été respectées". Americas Watch ajoute que les conditions stipulées à l'article 17 du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève de 1949 n'ont pas été remplies lors de l'évacuation 51/.

79. En ce qui concerne les déplacements forcés de civils de la zone de combat, le représentant spécial, se fondant sur l'article 17 du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève de 1949, a considéré que ceux-ci étaient légitimes dans la mesure où la sécurité des civils concernés était menacée. Il a ajouté que, la guerre étant ce qu'elle est, les souffrances que peuvent représenter ces déplacements pour la population civile étaient moindres que celles qu'éprouveraient les civils s'ils continuaient à vivre dans la zone de combat (E/CN.4/1986/22, par. 142). Le représentant spécial réaffirme que telle est sa conviction, et souligne que celle-ci est partagée par une partie au moins du haut clergé salvadorien.

80. Le représentant spécial considère donc que les déplacements forcés sont autorisés par le droit international humanitaire dans la mesure où la sécurité de la population civile les rend nécessaires, mais il n'ignore pas les problèmes humains et sociaux considérables que ces mesures entraînent pour les intéressés. En septembre dernier, en effet, le représentant spécial a pu constater par lui-même la gravité de ces problèmes, en rendant visite, près de Zacatecoluca, à un groupe de 84 paysans qui avaient été obligés le 16 août 1986 de quitter le canton de San Carlos Lempa, situé dans le département de San Vicente et qui avaient été placés sous l'autorité du Détachement des ingénieurs militaires à Zacatecoluca. Il est vrai que ces paysans recevaient des rations alimentaires suffisantes et qu'ils bénéficiaient d'une assistance médicale dans les cas graves et urgents, ainsi que de la présence d'une assistance sociale de l'armée, mais il n'est pas moins vrai que l'endroit où ils étaient installés - d'anciennes écuries - était des plus insalubres en raison du nombre de personnes qui y étaient entassées, du manque d'eau et des moustiques; en outre, les paysans n'avaient pas de lits ni même de matelas. Le représentant spécial leur a rendu visite un jeudi et, d'après ce que lui a expliqué le colonel du Détachement d'ingénieurs, les personnes qui seraient réclamées par leurs parents pourraient partir dès le dimanche suivant; certains de ceux qui n'avaient pas de parents se demandaient avec angoisse ce qu'ils allaient devenir. Le représentant spécial signale enfin que le souhait unanime de tous les paysans avec qui il s'est entretenu était de pouvoir travailler la terre, où que ce fût.

81. D'après le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) 52/, au 31 juillet 1986, les réfugiés salvadoriens qui recevaient une assistance du HCR étaient répartis comme suit : 2 600 au Belize, 3 750 au Costa Rica, 20 900 au Honduras (dans les camps de Mesa Grande, de Colomoncagua et de San Antonio), 3 500 au Mexique, 2 300 au Nicaragua et 800 au Panama.

82. En ce qui concerne le rapatriement des réfugiés salvadoriens, M. Ricardo Acevedo Peralta, Ministre des relations extérieures, a signalé, au cours des entretiens qu'il a eus en El Salvador le 22 septembre 1986 avec le représentant spécial, qu'une commission tripartite pour le rapatriement volontaire des Salvadoriens réfugiés au Honduras avait été créée cette année.

V. LES DROITS DE L'HOMME DANS LES CONFLITS ARMES

83. D'après Tutela Legal 53/, le nombre des victimes d'attaques lancées sans discrimination par l'armée contre la population civile, lequel ne serait pas fondé sur des présomptions, serait le suivant :

Janvier	5
Février	0
Mars	1
Avril	2
Mai	Aucune information
Juin	5
Août	Aucune information
Septembre	9
Octobre	1
Novembre	Aucune information

84. D'après la même source 54/ le nombre des victimes civiles tuées accidentellement par des mines posées par l'armée serait le suivant :

Janvier	0
Février	1
Mars	0
Avril	2
Mai	Aucune information
Juin	Aucune information
Août	2
Septembre	Aucune information
Octobre	Aucune information
Novembre	Aucune information

85. Selon Tutela Legal également 55/, les victimes de la violence politique au cours d'opérations militaires "regroupant les combattants et la population civile, étant donné qu'il n'a pas été possible de distinguer chacune des catégories en l'absence de reconnaissance sur le terrain et dont on peut présumer que la majorité est formée de civils" se chiffrent en 1986 à :

Janvier	110
Février	81
Mars	56
Avril	116
Mai	67
Juin	59
Août	32
Septembre	68
Octobre	25
Novembre	49

86. De son côté, la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador donne, pour 1986, les chiffres suivants concernant les civils ayant trouvé la mort à la suite d'affrontements entre les forces armées et le FMLN-FDR 56/ :

Janvier	0
Février	3
Mars	0
Avril	2
Mai	3
Juin	0
Juillet	2

87. Par ailleurs, l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique en El Salvador 57/, se fondant sur les informations parues dans la presse, cite les chiffres suivants en ce qui concerne les civils ayant trouvé la mort au cours d'opérations militaires :

Janvier	0
Février	2
Mars	2
Avril	2
Mai	1

88. La nécessité de recourir à des présomptions pour déterminer la catégorie à laquelle appartiennent les victimes de la violence politique tient sans aucun doute au caractère particulier du conflit armé qui a lieu en El Salvador. Cette guerre oppose, en effet, l'armée régulière et des forces de subversion. S'il est toujours facile de distinguer entre un civil et un membre de l'armée régulière, en revanche, la distinction entre un non-combattant et un guérillero est beaucoup plus problématique, surtout si ce non-combattant appartient à ce qu'on appelle les "masses".

89. Dans son rapport à l'Assemblée générale de 1984 (A/39/636, annexe, par. 122), le représentant spécial s'est référé aux "masses" ou collectivités paysannes qui, sans être à proprement parler des groupes de combat, aident les guérilleros en leur fournissant des moyens de subsistance. Ce que le représentant spécial a dit à cette occasion et qu'il réaffirme aujourd'hui c'est que "dans la mesure où ces masses ne participent pas aux combats, elles doivent être considérées comme faisant partie de la population civile". Le représentant spécial ajoutait alors : "Le renvoi que fait l'article 50 du Protocole additionnel de Genève de 1977 à la troisième Convention de Genève du 12 août 1949 implique qu'il faut considérer comme civiles les personnes qui suivent les forces armées sans faire partie intégrante de celles-ci comme ... les fournisseurs, les membres des groupes de travail ou assurant des services pour le bien-être des militaires. De l'avis du représentant spécial, si les 'masses' qui accompagnent les guérilleros se conforment aux stipulations de ces instruments internationaux, elles ne peuvent être considérées comme combattantes et font donc partie de la population civile".

90. Il arrive cependant qu'une personne (ou des personnes) faisant partie des "masses" participe temporairement ou à titre exceptionnel à des actions incompatibles avec sa qualité de civil. S'étant entretenu longuement à Zacatecoluca au mois de septembre dernier, avec des personnes appartenant à ces "masses", le représentant en a conclu que cette situation était assez fréquente en El Salvador. Ainsi, une jeune fille de 18 ans a dit au représentant spécial qu'elle-même et quelques autres personnes, non seulement "traînaient avec les jeunes gens" (guérilleros), mais leur fournissaient également des vivres et les aidaient à transporter des munitions. Le représentant spécial considère que cette dernière activité ôte à ces "masses" son caractère de population civile.

91. Si, théoriquement, la distinction entre combattants et population civile est facile à établir, dans le conflit salvadorien et en ce qui concerne la guérilla, la ligne de démarcation entre combattants et non-combattants est parfois assez floue. On ne saurait en conclure que le représentant spécial estime légitimes les attaques lancées contre les "masses". Ce qu'il veut dire, c'est que lorsqu'il s'agit de dénombrer et de classer les victimes causées par les opérations militaires de l'armée régulière salvadorienne, il peut être très difficile de déterminer si une personne est un combattant ou un non-combattant. D'où la nécessité de recourir à des présomptions.

92. Quoi qu'il en soit, la participation active de ces "masses" aux combats face à l'armée régulière, même si elle a un caractère exceptionnel ou occasionnel, peut en fait motiver le harcèlement de ces "masses" et expliquer en définitive que des victimes civiles, ainsi que des dommages accidentels causés à leurs biens, puissent dans certains cas, être imputables à l'armée.

93. En ce qui concerne cette dernière catégorie de victimes, le représentant spécial a eu l'occasion d'entendre un certain nombre de témoignages en El Salvador. Le représentant spécial en a conclu que les victimes civiles sont généralement les "masses" qui se trouvent à proximité de la guérilla lors des combats.

94. Ainsi, un témoin de 55 ans originaire de Tenancingo, auquel il manquait une jambe à la hauteur du genou, a déclaré que, le 23 juillet 1986, alors qu'il se trouvait dans un canton situé à proximité du lieu où la guérilla menait des activités, un hélicoptère des forces aériennes a procédé à un tir de roquettes et qu'il avait été atteint à la jambe; le témoin a déclaré que lui-même et d'autres habitants du canton sympathisaient avec les guérilleros, auxquels ils fournissaient parfois des vivres.

95. Un autre témoin, âgé de 24 ans, originaire de San Francisco (Département de Cabañas) et habitant dans un canton déterminé, a déclaré avoir assisté, le 1er juillet 1986, à des opérations militaires contre les guérilleros qui se trouvaient dans la région. Lors de ces opérations, d'après le témoin, les forces régulières ont détruit les récoltes de maïs (milpas) et des avions des forces aériennes ont lancé des bombes qui ont causé la mort de deux femmes et blessé un enfant de 8 ans et un autre de 12; le témoin a déclaré que, lors de ces opérations, la guérilla se trouvait dans la localité et que les habitants aidaient les guérilleros auxquels ils vendaient des produits alimentaires.

96. Un autre témoin, âgé de 20 ans, habitant un canton du Département de San Salvador, a déclaré que, le 1er janvier 1986, l'armée avait lancé des opérations contre la guérilla qui se trouvait dans la région et que l'armée de terre, les forces aériennes et les parachutistes avaient détruit toutes les maisons du canton et brûlé les récoltes.

97. En se fondant sur les informations qu'il a recueillies jusqu'à maintenant, le représentant spécial est parvenu à la conclusion que, dans les premiers mois de 1986, l'armée de terre et les forces aériennes de l'armée salvadorienne ont causé des dommages accidentels à des biens privés et fait plusieurs victimes parmi la population civile, notamment parmi les "masses", encore que le nombre de ces dommages et de ces victimes soit réellement limité et, bien entendu, inférieur à celui de l'an dernier. Le représentant spécial signale également qu'à la différence de ce qui s'est passé en 1981, 1982, 1983 et 1984, on ne possède aucune information digne de foi selon laquelle l'armée salvadorienne se serait rendue coupable cette année, en 1986, d'un massacre collectif.

98. Le représentant spécial croit que la diminution spectaculaire du nombre des victimes civiles causées par l'armée salvadorienne a deux causes principales. La première réside dans les déplacements de la population civile des zones de combat. Lorsqu'il a examiné la situation des réfugiés et des personnes déplacées, le représentant spécial a dit qu'à son avis ces déplacements, même s'ils sont par la suite une source de problèmes pour les autorités salvadoriennes, sont en principe légitimes.

99. L'autre cause importante, comme l'ont expliqué au représentant spécial à San Salvador les généraux Blandón, chef d'état-major, et Bustillo, chef des forces aériennes, est la nouvelle tactique adoptée pour combattre la guérilla. Effectivement, dans les débuts du conflit, le FMLN engageait dans les combats des unités dotées d'effectifs moyennement ou très importants. Plus tard, l'armée salvadorienne a adopté une tactique de lutte contre la subversion qui a obligé les guérilleros à se déployer en unités composées d'un petit nombre d'hommes, qui ne se déplaçaient plus avec les "masses". Il a donc été possible d'attaquer les guérilleros sans mettre en danger la population civile.

100. Ainsi donc, pour les raisons susmentionnées et conformément aux instructions promulguées par le Président de la République en août 1984 58/, l'armée régulière salvadorienne mène actuellement la guerre d'une manière beaucoup plus humanitaire qu'auparavant et est parvenue à réduire de façon radicale le nombre de victimes civiles.

101. En ce qui concerne les méthodes employées par l'armée salvadorienne dans la conduite de la guerre, le représentant spécial a appris de diverses sources que l'armée avait démantelé les hôpitaux de guerre du FMLN. Ainsi, au cours de l'opération Fénix dans la zone de Guazapa (janvier-février 1986), les forces armées ont démantelé 18 unités sanitaires 59/; les 12 et 13 mars, un hôpital et une unité sanitaire à Arcatao et Nueva Trinidad (Département de Chalatenango) 60/ et, au mois de juillet, un autre hôpital à Cinquera (A/39/636, annexe).

102. Lors de l'entrevue qu'il a eue en El Salvador avec le Ministre de la défense et d'autres autorités militaires, le représentant spécial s'est référé à la question du démantèlement des hôpitaux du FMLN. Le général Blandón, chef d'état-major des forces armées, a dit à ce sujet que rien ne permettait d'affirmer qu'il s'agissait bien d'hôpitaux et que, d'ailleurs, les installations en question n'étaient rien d'autre que des grottes ou des caches où le FMLN entreposait des médicaments, généralement volés, et cachait ses blessés qui étaient ainsi maintenus dans des conditions inhumaines et dont beaucoup mouraient faute d'assistance médicale. Le général Blandón a ajouté que lorsque l'armée trouvait des blessés ou des mutilés dans les grottes en question, elle les transférait dans ses centres hospitaliers pour qu'ils y reçoivent l'assistance adéquate. De fait, le représentant spécial a été informé par le Gouvernement salvadorien 61/ "que, le 4 avril 1986, sept guérilleros mutilés, que des éléments des forces armées avaient recueillis à l'intérieur d'une cache située au nord d'Arcatao (Chalatenango), ont été relâchés et remis à des représentants du CICR"; on signale que "ces personnes ont été trouvées le 13 mars 1986 et transférées dans un centre hospitalier de la capitale, où elles sont restées en attendant d'être remises au CICR". Le télex correspondant donne le nom des personnes libérées et indique enfin que "la remise des guérilleros ne s'est pas faite dans le cadre d'un échange quelconque mais que cette action se situe dans le contexte des efforts déployés pour humaniser le conflit et obtenir la paix". L'organisation Americas Watch rend compte également de ces faits 62/ qu'elle qualifie d'encourageants ("an encouraging development").

103. Le représentant spécial est particulièrement préoccupé par le grand nombre de civils tués ou mutilés à la suite de l'explosion des mines utilisées dans le conflit.

104. D'après des informations fournies par les forces armées salvadoriennes 63/ pour la période comprise entre le 1er septembre 1985 et le 31 août 1986, le nombre des civils ayant trouvé la mort à la suite de l'explosion de mines posées par le FMLN s'élève à 96 et celui des mutilés (personnes ayant perdu un ou deux membres ou la vue) à 167. De son côté, la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador a fait une étude 64/, d'où il ressort qu'entre le 1er septembre 1985 et le 31 juillet 1986, le nombre de civils tués par des engins explosifs posés par le FMLN serait de 68 et celui des mutilés s'élèverait à 208. Le représentant spécial signale que l'étude en question est extrêmement détaillée. Elle identifie les victimes et fournit des indications précises quant au jour, l'heure et le lieu de l'explosion.

105. Toutefois, dans le rapport qu'elle a présenté au représentant spécial, la Commission politico-diplomatique du FMLN-FDR 65/ déclare que "l'armée multiplie l'utilisation aveugle de mines pour donner l'impression que celles-ci ont été posées par le FMLN, faire des victimes parmi la population civile, et légitimer ainsi l'emploi qu'elle-même fait de ces mines ou tout au moins détacher les non-combattants du FMLN. L'armée cherche surtout à discréditer le mouvement révolutionnaire afin que celui-ci cesse d'utiliser les mines qui sont l'arme la plus redoutée des forces gouvernementales car ce sont celles qui leur causent le plus de pertes". D'après le rapport en question, les méthodes employées par l'armée seraient au nombre de trois : a) ne pas désamorcer les mines posées; b) changer de place les mines posées par le FMLN; c) miner des lieux stratégiques et habités.

106. Le représentant spécial a porté à l'attention du général Blandón, chef d'état-major des forces armées salvadoriennes, ces allégations du FMLN et celui-ci a répondu que l'armée n'utilisait les mines que pour protéger ses propres postes de commandement et uniquement pendant la nuit; que les unités spéciales chargées de désamorcer les mines posées par la guérilla étaient peu nombreuses et ne suffisaient pas à la tâche (90 mines seulement étaient neutralisées chaque jour); et que l'allégation selon laquelle l'armée déplacerait les mines du FMLN était fausse, ne serait-ce que parce que cette opération serait trop dangereuse pour les militaires eux-mêmes.

107. Le représentant spécial n'a pas le moindre doute quant aux effets meurtriers et mutilateurs des mines posées par la guérilla. Il a pu voir, en effet, à l'hôpital militaire de San Salvador, des douzaines et des douzaines de soldats dépourvus de pieds, de jambes ou de bras, voire rendus aveugles à cause de l'explosion de ces mines. La question est de savoir si les non-combattants tués ou amputés ont été victimes des mines posées par les guérilleros ou d'engins explosifs placés par l'armée régulière. Les civils amputés qui ont été interrogés par le représentant spécial ont été formels : les mines qui les avaient mutilés avaient été posées par la guérilla. Telle est également l'opinion de la presse salvadorienne 66/. Le représentant spécial a consulté en El Salvador des sources jugées indépendantes et l'opinion générale qu'il a recueillie était que l'immense majorité des mines qui tuaient ou blessaient des non-combattants avaient été posées par les forces de la guérilla. De son côté, le journaliste James Lemoine a écrit en août 1986 67/ : "Bien que l'une et l'autre, l'armée et la guérilla, utilisent des mines, il semble bien, d'après un certain nombre de villageois et divers fonctionnaires chargés d'examiner la situation des droits de l'homme, que la majorité des victimes parmi la population civile soient causées par des mines posées par la guérilla. Par ailleurs, pour Americas Watch : "Le FMLN porte une plus grande part de responsabilité que les forces armées parce qu'il utilise plus couramment les mines et, apparemment, avec moins de discrimination, mais les deux parties sont à blâmer." 68/ Tel est également l'avis du représentant spécial.

108. Le représentant spécial signale enfin que les forces du FMLN ont maintenu la pratique humanitaire qui consiste à libérer, par l'intermédiaire du CICR, des soldats de l'armée régulière capturés lors des combats. Effectivement, le 25 février 1986, un caporal et quatre soldats ont été remis au CICR; le 9 avril, deux soldats; et le 15 mai, un sergent et un soldat. En une autre occasion, un soldat capturé a été remis directement à sa mère, en présence de religieux et d'habitants du lieu 69/. Le représentant spécial se félicite de cette pratique du FMLN.

VI. PREOCCUPATION DU GOUVERNEMENT SALVADORIEN POUR LES DROITS DE L'HOMME

109. Dans ses rapports précédents, le représentant spécial avait noté que les autorités de la République d'El Salvador cherchaient sincèrement à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays. Lorsqu'il s'est de nouveau rendu dans le pays en septembre 1986, il a constaté que les autorités salvadoriennes restaient fermement attachées à cette politique.

110. Le représentant spécial a été informé par les autorités compétentes qu'une procédure, dite "Procédure opérationnelle normale en ce qui concerne les détentions opérées par des éléments de forces armées" (PON) et d'autres normes complémentaires, continuaient d'être appliquées dans toutes les unités de l'armée et des services de sécurité.

111. D'autre part, on a continué de dispenser des cours obligatoires sur les droits de l'homme aux membres des forces armées et des services de sécurité 70/.

112. La Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador a poursuivi ses travaux depuis le début de l'année 1986. Comme l'atteste la documentation remise au représentant spécial en El Salvador 71/, les tâches entreprises entre le 1er septembre 1985 et le 31 août 1986 sont les suivantes : la Commission a été saisie de 3 491 dénonciations auxquelles elle a donné suite; enregistré 3 907 cas de personnes détenues dans les différentes unités militaires - les délégués de la Commission ont pu s'entretenir avec 2 264 d'entre elles; apporté une assistance à 911 détenus (vêtements et articles de première nécessité); accueilli 922 prisonniers remis en liberté; effectué 596 visites auprès des services de sécurité, 2 488 auprès de détachements militaires, dans des prisons municipales et auprès d'autres corps d'armée et 907 dans des centres pénitentiaires; effectué 355 visites auprès de tribunaux militaires et de droit commun pour obtenir des renseignements au sujet de dénonciations et effectué 524 visites dans différents endroits pour procéder à des enquêtes; enfin, le médecin de la Commission a effectué 95 visites dans des centres pénitentiaires, reçu 818 prisonniers politiques en consultation et effectué 26 visites dans des centres de santé. La Commission s'est employée à promouvoir également le respect des droits de l'homme dans tous les secteurs de la vie salvadorienne (garnisons militaires, services de sécurité, défense civile, commandements locaux, corps de gardiens des centres pénitentiaires, écoles, universités, établissements d'enseignement supérieur, et institutions publiques et privées). Le représentant spécial signale que la Commission a par ailleurs lancé une campagne de donation de prothèses à l'intention des victimes d'explosions de mines, et notamment des enfants provenant des zones rurales.

113. Le représentant spécial a eu l'occasion d'examiner en El Salvador quelques-uns des dossiers établis à la suite des dénonciations mentionnées au paragraphe précédent. Ainsi, le dossier 1415/1986 concerne le viol d'une jeune fille de 16 ans par des soldats; la Commission est parvenue à mettre les coupables présumés à la disposition du juge.

114. En conclusion, le représentant spécial constate une fois de plus que les activités de la Commission méritent des éloges compte tenu de la situation, car bien souvent la Commission est à même d'aider, dans leur malheur, ceux qui souffrent des conséquences douloureuses de la guerre civile dans ce pays.

115. Comme l'année précédente, le Gouvernement a accepté que le Comité international de la Croix-Rouge poursuive son oeuvre humanitaire en El Salvador. Une fois de plus, le représentant spécial loue les travaux du Comité.

116. Une autre preuve importante de la préoccupation des pouvoirs constitutionnels d'El Salvador en ce qui concerne les droits de l'homme est le "projet de réforme judiciaire", sur lequel le rapport de l'année passée a donné d'amples renseignements (E/CN.4/1986/22, par. 182 à 187), en précisant qu'il comportait quatre volets : Commission de révision de la législation salvadorienne; Unité de protection judiciaire; Commission d'enquête sur les faits délictueux; et administration judiciaire et activités de formation.

117. En ce qui concerne le premier volet de ce projet, à savoir la Commission de révision de la législation salvadorienne, M. Criollo, Président de la Commission, a dit au représentant spécial que cet organisme comptait déjà 24 avocats qui travaillaient à temps complet dans trois domaines : droit pénal, droit civil et organico-administratif. M. Criollo a précisé que dans le domaine du droit pénal, les travaux progressaient à un rythme rapide et qu'un projet de réforme du décret No 50 devrait être achevé en novembre prochain; on travaillait également à la réforme du Code de procédure pénale; en droit civil, on cherchait surtout à modifier le droit de la famille; et dans le domaine organico-administratif, la Commission examinait un grand nombre de questions, dont le recours en amparo, l'habeas corpus et l'inconstitutionnalité.

118. Le représentant spécial a reçu également de nombreux renseignements à San Salvador au sujet de la Commission d'enquête sur les faits délictueux dont il a eu l'occasion de visiter les locaux. Les cas à l'étude à partir de 1986 sont : un triple homicide à l'hôtel Sheraton; des assassinats multiples dans le canton Los Mangos et d'autres dans la circonscription d'Armenia; l'assassinat de l'ancien Président de la FINATA, d'Ana Delmy Belancourt Ramos, de Mgr Romero et du syndicaliste Aristides Mendez 72/.

119. Le représentant spécial estime que ce projet de réforme de l'administration judiciaire est sérieux et note les progrès accomplis par ses divers éléments. Il rappelle cependant que ce n'est que progressivement, à moyen et à long terme que leurs effets se feront sentir, puisqu'en fait ce sont les mentalités et les habitudes civiques qu'il faut transformer, et que ceci ne peut se faire du jour au lendemain.

120. Un autre exemple qui montre que le Gouvernement salvadorien cherche à améliorer la situation des droits de l'homme est le traitement réservé aux guérilleros qui souhaitent rentrer dans la légalité. De fait, d'après des renseignements fournis par les forces armées d'El Salvador 73/, le gouvernement a mis en place un plan spécial pour les personnes ayant pris les armes qui souhaitent, à titre individuel, reprendre leur place dans la vie nationale; les personnes qui renoncent à la subversion et rendent les armes reçoivent une aide économique de 1 000 colones (200 dollars); après un entretien, ils sont amnistiés et reprennent la vie quotidienne dans leurs communautés respectives. De septembre 1985 à août 1986, 767 personnes ont bénéficié de ce plan.

121. En définitive, le représentant spécial estime que les pouvoirs constitués de la République d'El Salvador poursuivent la politique qu'ils ont mise en place pour améliorer le respect des droits de l'homme dans le cadre du processus de normalisation politique de la République; ces efforts, il faut le dire, se reflètent de plus en plus dans la réalité, notamment dans le domaine

crucial du respect de la vie des personnes, tant en dehors des combats qu'à l'occasion ou à la suite desdits combats. Naturellement, le représentant spécial espère que ces efforts se traduiront rapidement par l'élimination complète des violations des droits de l'homme quelles qu'elles soient et par le respect des libertés fondamentales en El Salvador.

VII. CONCLUSIONS

122. Pour ce qui est des droits économiques, sociaux et culturels, le représentant spécial constate qu'en 1986 on a enregistré une détérioration nouvelle et préoccupante des conditions de vie des citoyens salvadoriens qui est due essentiellement à la persistance du conflit et à la crise économique mondiale. Le représentant spécial signale également que les déplacements forcés de civils, bien que compatibles en principe avec le droit humanitaire international, causent ensuite des problèmes humains et sociaux difficiles à résoudre. Enfin, le représentant spécial appelle une fois de plus l'attention sur le fait que les attentats systématiques perpétrés par le FMLN contre l'infrastructure économique de la République compromettent gravement la jouissance présente et future par le peuple salvadorien de droits économiques, sociaux et culturels importants.

123. En ce qui concerne les assassinats d'inspiration politique que commettent, en dehors des combats, des membres des forces armées, des membres des services de sécurité et des éléments de la défense civile, le représentant spécial croit qu'ils ont continué à se produire en 1986, leur nombre étant difficile à préciser avec exactitude, bien qu'à son avis il soit manifestement inférieur au nombre correspondant de 1985, ce qui confirme la tendance à la baisse des chiffres qui s'est manifestée de façon très nette lorsque M. Duarte a accédé à la charge de président constitutionnel de la République en juin 1984. Quelques-uns de ces assassinats ont été attribués aux escadrons de la mort, qui ont sans doute des liens avec des agents des forces armées ou des services de sécurité ou qui sont tolérés par eux, mais il a été très difficile au représentant spécial de vérifier l'exactitude de cette accusation, encore qu'il ait l'impression que, dans l'hypothèse où les escadrons de la mort existent et agissent, ils ne sont aujourd'hui liés en aucune manière à des militaires de haut grade.

124. Les forces de la guérilla, pour leur part, ont continué à pratiquer des exécutions sommaires et des enlèvements de civils, mais le représentant spécial n'a pas eu connaissance de massacres en masse, comme il y en avait eu l'année précédente.

125. Le représentant spécial constate d'autre part que le nombre des prisonniers politiques a augmenté et que dans certains cas ces prisonniers ont été soumis à de fortes pressions psychologiques sans qu'il s'agisse cependant d'une pratique systématique de la part des autorités salvadoriennes. Le représentant spécial signale également que ces prisonniers tombent sous le coup de dispositions législatives aussi largement critiquées que celle qui fait l'objet du décret 50, tout en faisant observer que les autorités constitutionnelles salvadoriennes ont l'intention de modifier ces textes.

126. Pour ce qui est de la justice pénale en République d'El Salvador, le représentant spécial constate que les mesures destinées à enquêter sur les graves et nombreuses violations commises au cours des années précédentes et à châtier les coupables continuent d'être tout à fait insuffisantes et que les procédures d'enquête sur les personnes suspectes de collaboration avec l'opposition armée, bien qu'elles aient connu un léger regain d'activité ces derniers mois, continuent d'être régies par une législation largement critiquée - le décret 50 - les délais fort longs prévus par ce texte n'étant d'ailleurs pas toujours respectés. Le représentant spécial prend note en tout état de cause des difficultés qui s'opposent à un fonctionnement normal de la justice pénale ainsi que des importants projets de réforme judiciaire, sérieux et louables, qui sont déjà en cours mais dont les effets ne se sont pas encore manifestés de façon sensible dans la réalité salvadorienne.

127. En ce qui concerne le déroulement des conflits armés, le représentant spécial signale que, comme en 1985, mais à la différence des années précédentes, il n'a reçu aucune information concernant des massacres massifs commis par l'armée régulière d'El Salvador. Le représentant spécial est toutefois convaincu qu'en 1986, l'armée régulière a parfois causé des dommages aux biens privés et fait quelques victimes parmi la population civile, essentiellement parmi les "masses populaires", le nombre de ces victimes étant peu élevé et, par conséquent, manifestement inférieur à celui des années précédentes. Le représentant spécial signale également le nombre élevé et préoccupant de personnes non combattantes qui ont été tuées ou gravement blessées par l'explosion de mines de contact et il signale que, selon une opinion largement répandue qu'il partage lui-même, la majorité de ces mines ont été placées par les forces de guérilla du FMLN.

128. Il convient de signaler que ces forces de la guérilla ont libéré, par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), des soldats faits prisonniers au cours de combats.

129. Le représentant spécial signale enfin que la question du respect des droits de l'homme reste un élément important de la politique actuelle du Gouvernement constitutionnel du Président Duarte, politique qui, dans le cadre du processus de normalisation démocratique, permet d'obtenir des résultats de plus en plus importants et dignes de louanges dans le domaine crucial du respect de la vie des personnes, tant indépendamment des combats qu'à l'occasion ou à la suite desdits combats.

VIII. RECOMMANDATIONS

130. Rappelant une fois de plus la préoccupation exprimée par le Gouvernement salvadorien et les autres secteurs intéressés en ce qui concerne le respect des droits de l'homme, et compte tenu surtout du fait que le droit à la vie est primordial et que sa violation est irréversible, le représentant spécial, avant toutes choses, recommande à nouveau et avec la plus grande insistance l'adoption immédiate par toutes les parties intéressées de mesures propres à mettre fin de façon définitive aux attentats contre la vie, l'intégrité physique et la liberté des personnes étrangères aux combats, que ces attentats soient commis tant indépendamment des combats qu'à l'occasion ou à la suite desdits combats, le tout en accord avec les Conventions de Genève de 1949, les Protocoles additionnels de 1977 et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en vigueur pour la République d'El Salvador.

131. Comprenant parfaitement les difficultés du dialogue et se faisant l'écho de l'opinion de la communauté internationale et de ce qu'il croit être le sentiment et l'aspiration de l'immense majorité des citoyens salvadoriens, le représentant spécial recommande une fois de plus au Gouvernement salvadorien et au FMLN-FDR de reprendre rapidement les entretiens - entretiens ouverts et généreux, n'ayant pas simplement un caractère tactique - en vue de parvenir tout au moins à l'humanisation du conflit, de manière à pouvoir arriver à une solution négociée qui permettra de sauver la vie de nombreux citoyens de la République d'El Salvador, qu'il s'agisse de non-combattants ou de combattants.

132. Le représentant spécial recommande en particulier aux autorités constitutionnelles de la République d'El Salvador :

a) De rapporter rapidement toutes les dispositions législatives qui sont incompatibles avec les normes internationales énoncées dans les instruments relatifs aux droits de l'homme qui lient la République d'El Salvador et d'adopter des règles compatibles avec lesdites normes, en particulier dans les poursuites entamées dans le cas de délits politiques;

b) De continuer et d'intensifier le contrôle des interrogatoires extrajudiciaires de prisonniers politiques, afin qu'ils se déroulent conformément aux normes mentionnées à l'alinéa a) ci-dessus;

c) De poursuivre et d'approfondir la réforme agraire et la réforme judiciaire, en respectant les normes énoncées à l'alinéa a) ci-dessus et en s'inspirant de ces normes.

133. Aux forces du FMLN, le représentant spécial recommande en particulier :

a) De s'abstenir de poser des mines qui puissent porter atteinte à la vie ou à l'intégrité physique de la population non combattante;

b) De s'abstenir d'attaquer l'infrastructure de l'économie salvadorienne.

134. Finalement, le représentant spécial se hasarde à recommander à tous les Etats de la communauté internationale, en particulier aux plus riches et aux plus développés, d'apporter, dans la mesure de leurs possibilités, l'aide nécessaire pour rendre moins dures et améliorer les conditions de vie des citoyens salvadoriens réfugiés ou déplacés par suite du conflit.

NOTES

- 1/ El País, du 12 au 16 mars 1986.
- 2/ El País, 3 et 5 juin 1986; Le Monde, 4 et 5 juin 1986; Herald Tribune, 3 et 5 juin 1986.
- 3/ El País, 23 juin 1986.
- 4/ ABC, Madrid, 21 août 1986; El País, 21 août 1986.
- 5/ El País, 20 septembre 1986.
- 6/ Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Estudio económico de América latina y el Caribe 1985 (IC/L.390/Add.1), août 1985, p. 1.
- 7/ Gouvernement salvadorien "La situación de los derechos humanos".
- 8/ Département d'Etat des Etats-Unis, Bureau of Public Affairs, "The situation in El Salvador", p. 7.
- 9/ Gouvernement salvadorien, "La situación de los derechos humanos".
- 10/ Ibid., p. 49 et 50.
- 11/ Département d'Etat des Etats-Unis, "The situation in El Salvador", p. 7 et 8.
- 12/ Christian Science Monitor, du 5 au 11 avril 1986; International Herald Tribune, 4 mars, 3 et 4 mai 1986.
- 13/ International Herald Tribune, 3 et 4 mai 1986.
- 14/ Commission des droits de l'homme d'El Salvador, rapport d'activité pour la période allant de septembre 1985 à août 1986.
- 15/ Gouvernement salvadorien, "La situación de los derechos humanos", p. 63.
- 16/ Ministère de la défense et de la sécurité publique, "Lista Cronológica de las Violaciones de los Derechos Humanos por zonas de El Salvador por el FMLN-FDR durante el período septiembre de 1985 a agosto de 1986", tome I, San Salvador, 31 août 1986.
- 17/ Ibid., tome II.
- 18/ Diario del Mundo, 5 mars 1986.
- 19/ La Prensa Gráfica, 6 février 1986.
- 20/ El Diario de Hoy, 16 février 1986.

NOTES (suite)

21/ International Herald Tribune, 26 février 1986; The Times, 26 février 1986.

22/ Département d'Etat des Etats-Unis, Bureau of Public Affairs, "The situation in El Salvador", p. 2.

23/ Tutela Legal, rapports Nos 45 à 55.

24/ Socorro Jurídico Cristiano, El Salvador, exécutions arbitraires imputées a) aux escadrons de la mort et aux groupes paramilitaires, b) aux membres des forces armées (forces armées, services de sécurité et défense civile), pendant la période allant de janvier à avril 1986.

25/ Commission des droits de l'homme d'El Salvador : rapport d'activité pour la période allant de septembre 1985 à août 1986.

26/ Civilian deaths from 1 January through 31 May 1986 attributable to political violence according to the press as reported by the Embassy of the United States of America, by category.

27/ Tutela Legal, rapports Nos 45 à 55.

28/ Gouvernement salvadorien, liste des personnes arrêtées pour terrorisme pendant la période allant du 10 septembre 1985 au 31 mai 1986.

29/ Socorro Jurídico, Boletín Especial, 15 juin 1986.

30/ Socorro Jurídico, Boletín Especial, 1er mai 1986.

31/ El Salvador. Les effets de la torture. Psychologues salvadoriens : "La torture en El Salvador", septembre 1986.

32/ The New York Times, 26 août 1986.

33/ Rapport sur le rôle du Parquet général de la République dans le domaine du contrôle et du respect des droits de l'homme, San Salvador, 22 septembre 1986.

34/ The New York Times, 15 février 1986.

35/ Lawyers Committee for Human Rights, "El Salvador: Human Rights Dismissed, a report on 16 unresolved cases", juillet 1986.

36/ Chiffres concernant les membres des forces armées appréhendés par la Police nationale et traduits devant les tribunaux de droit commun pour divers délits commis à l'encontre de la population (entre le 1er septembre 1985 et le 20 juin 1986).

37/ Université centraméricaine José Simeón Cañas, Institut des droits de l'homme, fascicule I : Los derechos humanos y el Decreto No 50 (Les droits de l'homme et le décret No 50), San Salvador, janvier 1986.

NOTES (suite)

38/ Socorro Jurídico : requête visant à faire déclarer anticonstitutionnel le décret No 50, San Salvador, 7 avril 1985.

39/ Premier tribunal militaire de première instance : liste des inculpés de divers délits (actes de terrorisme, propagande subversive, détention et port d'armes de guerre, etc.) ayant bénéficié d'un non-lieu.

40/ Tutela Legal, rapports Nos 45 à 55.

41/ Commission des droits de l'homme d'El Salvador, rapport d'activité pour la période allant de septembre 1985 à août 1986.

42/ Forces armées salvadoriennes, Ministère de la défense et de la sécurité publique, Vice-Ministre de la sécurité publique : "Informe de la Fuerza Armada de El Salvador sobre los derechos humanos durante el período de septiembre de 1985 a agosto de 1986".

43/ Tutela Legal, rapports No 45 à 55.

44/ Forces armées salvadoriennes, "Informe de la Fuerza Armada de El Salvador sobre los derechos humanos durante el período de septiembre de 1985 a agosto de 1986", p. 4.

45/ Ibid.

46/ Ibid.

47/ Gouvernement salvadorien, "La situación de los derechos humanos ...", p. 6, et Ministère de l'intérieur, informations fournies au représentant spécial, septembre 1986.

48/ The London Times, 3 avril 1986.

49/ Département d'Etat des Etats-Unis, "The situation in El Salvador".

50/ Ibid.

51/ Americas Watch, "Settling into Routine. Human Rights Abuses in Duarte's Second Year. Eighth supplement to the Report on Human Rights in El Salvador", New York, mai 1986.

52/ Haut Commissariat des Nations Unie pour les réfugiés, "Fact Sheet, Central America and Mexico", Genève, août 1986.

53/ Tutela Legal, rapports Nos 45 à 55.

54/ Ibid.

55/ Ibid.

56/ Commission des droits de l'homme d'El Salvador, rapport d'activité pour la période allant de septembre 1985 à août 1986.

NOTES (suite)

57/ Civilian deaths from 1 January through 31 May 1986 attributable to political violence according to the press as reported by the Embassy of the United States of America, by category.

58/ La Prensa Gráfica et El Diario de Hoy, de San Salvador, 13 mars 1986.

59/ The New York Times, 20 mars 1986.

60/ El Diario de Hoy, 20 juillet 1986.

61/ Téléx de la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador, joint à la note verbale datée du 22 avril 1986 de la Mission permanente d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies et des organismes internationaux à Genève (Suisse).

62/ Americas Watch "Settling into Routine ...", p. 35.

63/ Forces armées salvadorienne, "Informe de la Fuerza Armada sobre los derechos humanos durante el periodo de septiembre de 1985 a agosto de 1986", p. 20.

64/ Commission des droits de l'homme d'El Salvador, "Población civil víctimas de artefactos colocados por elementos del FMLN-FDR durante el período comprendido de 1985 a julio de 1986".

65/ Commission politico-diplomatique du FLMN-FDR, "Los derechos humanos y la paz. Las principales violaciones a los derechos humanos y perspectivas de solución política en El Salvador", 1er juillet 1986.

66/ Forces armées salvadoriennes : informations parues dans la presse nationale touchant les violations des droits de l'homme en El Salvador pendant la période allant de septembre 1985 à août 1986, annexe IV.

67/ The New York Times, 1er août 1986.

68/ Americas Watch, "Land Mines in El Salvador and Nicaragua - The Civilian Victims", décembre 1986, p. 12.

69/ Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional., "Algunos prisioneros de guerra liberados por el FMLN", New York, 8 octobre 1986.

70/ Forces armées salvadoriennes, "Informe de la Fuerza Armada sobre los derechos humanos durante el periodo de septiembre de 1985 a agosto de 1986".

71/ Commission des droits de l'homme d'El Salvador, rapport d'activités pour la période allant de septembre 1985 à août 1986.

NOTES (suite)

72/ Commission d'enquête sur les faits délictueux, "La situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales en El Salvador durante el período septiembre de 1985 a julio de 1986"; rapport provisoire remis en mains propres au représentant spécial par le Président de la République.

73/ Forces armées salvadoriennes, "Informe de la Fuerza Armada sobre los derechos humanos durante el periodo de septiembre de 1985 a agosto de 1986", p. 33.
